

Numéro 80

حاجبي و من حقي أعيش... لا للتهميش

Rapport du mois de Mai 2020

des mouvements sociaux, suicides et violences

516 protestations collectives et **36** cas de suicide et de tentative de suicide

The May Issue **NOW** available in **English** inside



Introduction

Comme prévu, le mois d'avril 2020, au cours duquel les Tunisiens ont vécu une période de suspension totale de la plupart des activités économiques et de la vie publique en raison du confinement global décidé par les autorités à partir du 22 mars jusqu'à la fin du mois d'Avril, a été le début d'un fort retour du rythme de la mobilisation sociale en raison de l'aggravation de la crise économique et sociale. Les résultats de veille de l'Observatoire Social Tunisien pour le mois de Mai 2020 indiquent une augmentation du nombre de manifestations à hauteur de 100% par rapport aux statistiques des manifestations du mois d'Avril.

Ce mois de mai s'est accompagné d'un retour progressif du rythme de la vie économique selon une stratégie de déconfinement ciblé, décidée par le gouvernement, à partir du 4 mai et qui s'est poursuivie tout au long du mois de Mai.

Ce retour s'est traduit par une augmentation de la cadence de la mobilisation sociale en raison des graves répercussions de la suspension totale des activités due à la pandémie de Corona dans un certain nombre de secteurs, principalement les usines textiles et le secteur du tourisme, où de nombreux travailleurs d'usines et d'hôtels n'ont pas reçu leurs droits financiers pour Mars et Avril et ont engagé un ensemble de mouvement de protestation, selon la veille de notre organisme.

Plusieurs mouvements sociaux ont annoncé leur retour à la protestation en revendication de l'emploi et du recrutement parallèlement au retour progressif de l'activité économique. Le climat général de ce retour a été caractérisé par de nouvelles complications dans la crise économique et sociale, dans un contexte de prévision de régression du rythme de la croissance économique nationale à 4% cette année et un contexte politique tendu dans lequel les discours de haine et de violence ont prédominé allant jusqu'à l'appel à un retour du "sit-in du départ 2", à "la dissolution de l'Assemblée Représentative du Peuple" et à "Changer le système politique". Ce mouvement a une motivation politique et le réseau social Facebook était sa principale scène de mobilisation fin Mai.



Quant aux revendications soulevées tout au long du mois de Mai 2020, elles étaient principalement liées à la soif, à l'accès aux services de base par la mise en application de procédures et mesures réalistes proportionnelles au volume des pertes subies par les travailleurs du secteur des transports, du secteur des cafés et des autres secteurs touchés par la fermeture totale due à la pandémie, d'autant plus que l'aide sociale annoncée "n'était pas suffisamment transparente et avec plusieurs irrégularités ", selon les slogans des manifestants.

La demande d'emploi n'était pas absente des mouvements du mois de Mai 2020, malgré la profondeur de la crise économique et l'entrée du pays dans une récession économique qui rend difficile le dialogue sur la création de nouvelles opportunités d'emploi.

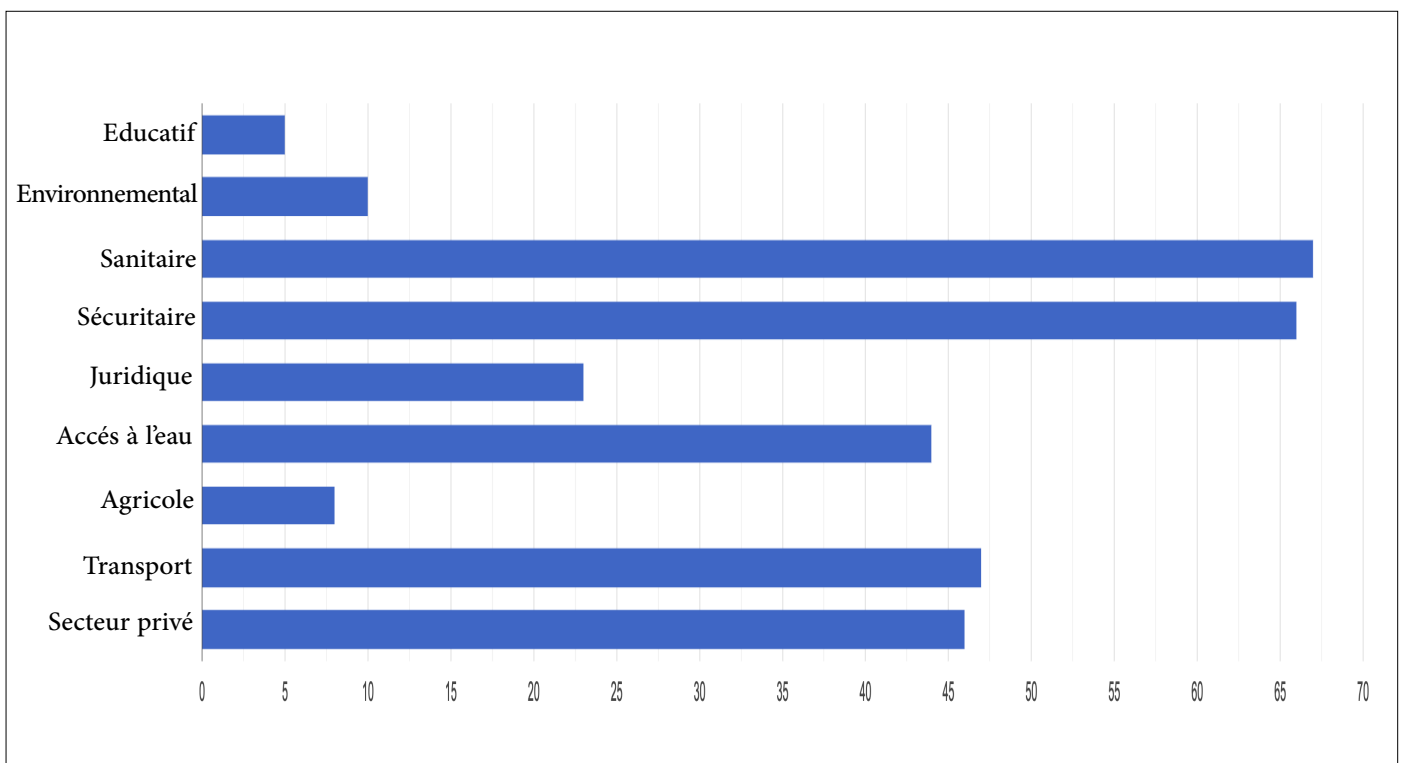
Ce qui a été frappant, lors des manifestations de Mai 2020, c'est que les manifestations à caractère violent ont représenté les types de manifestations les plus importantes relevées à plus de 50% de l'ensemble des protestations et cette violence n'est pas nécessairement commise contre la cible concernée par la manifestation mais également des violences auto-infligées, comme un certain nombre de tentatives de suicide par immolation en tant que forme de protestation, notamment parmi les employés des cafés afin de chercher à régler leurs situations sociales et leur permettre de bénéficier de l'aide approuvée par le gouvernement.

Les mouvements de protestation durant le mois de Mai

L'élan de la mobilisation sociale est revenu au cours du mois de Mai 2020, comme le prévoyait le Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux, avec les caractéristiques d'une large explosion sociale qui pourrait se produire au cours des semaines ou des mois à venir en interaction avec les répercussions de la pandémie de Corona qui a impacté sur des milliers d'emplois, a mis au chômage les employés et a bloqué les recrutements en raison des pertes de croissance économique attendues exacerbés par la crise budgétaire.

Le nombre de manifestations sociales relevées tout au long du mois de Mai 2020 a augmenté en comparaison avec le nombre de manifestations observées en Avril 2020 de plus de 100% puisque le nombre de manifestations en Mai a atteint 516 mouvements de protestation dont plus de la moitié étaient des mouvements de protestation violentes tandis que le nombre de protestations global en Avril a atteint 254 contestations.

Répartition des mouvements sociaux protestataires par Secteurs



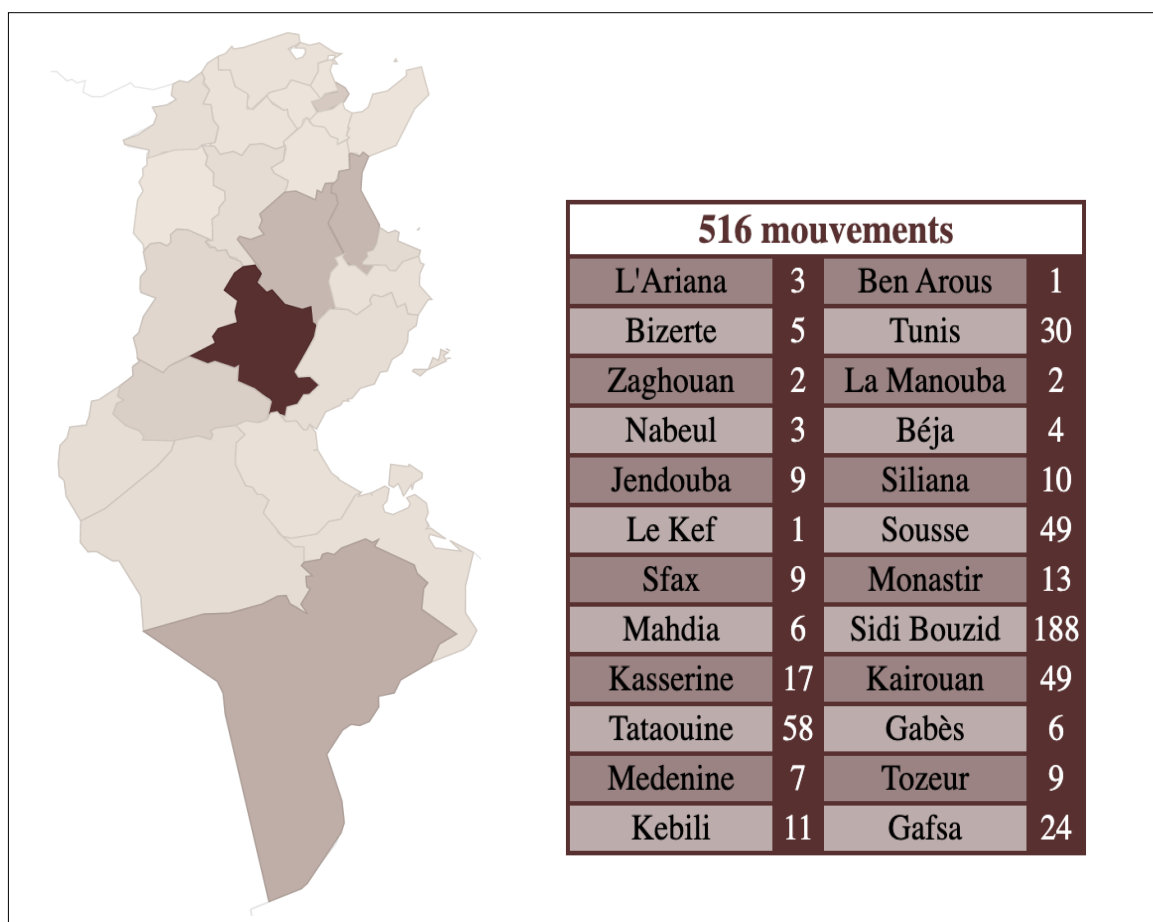
Il est à noter que la cartographie du mouvement protestataire est en cours de reconfiguration régionale, ainsi que la nature profonde du mouvement social en cours de changement et de reconfiguration également.

Nous mentionnons que nous avons relevé des mouvements de protestation spécifiques dans de nombreux villages, dans un certain nombre de régions revêtant une nature légale comme la demande de licenciement de plusieurs Omda en raison de l'absence de distribution équitable de l'assistance sociale. Cette revendication revêt un caractère de mise en application des droits civiques et qui constitue un nouveau paysage en émergence dans ces régions.

Des voix ses sont également élevées qui appellent à la libération de deux jeunes hommes, arrêtés pour une publication sur le réseau social Facebook, dans la région d'Ettouensya, à Aouled Brahim, de l'imada d'El-Hichriya, dans la délégation de Sidi Bouzid Ouest, dans laquelle ils défendaient la liberté d'expression.

Il a été également noté que la nature de la mobilisation sociale dans le gouvernorat de Kairouan a évolué pour devenir un mouvement organisé et loin de toute tendance à la protestation aléatoire et violente.

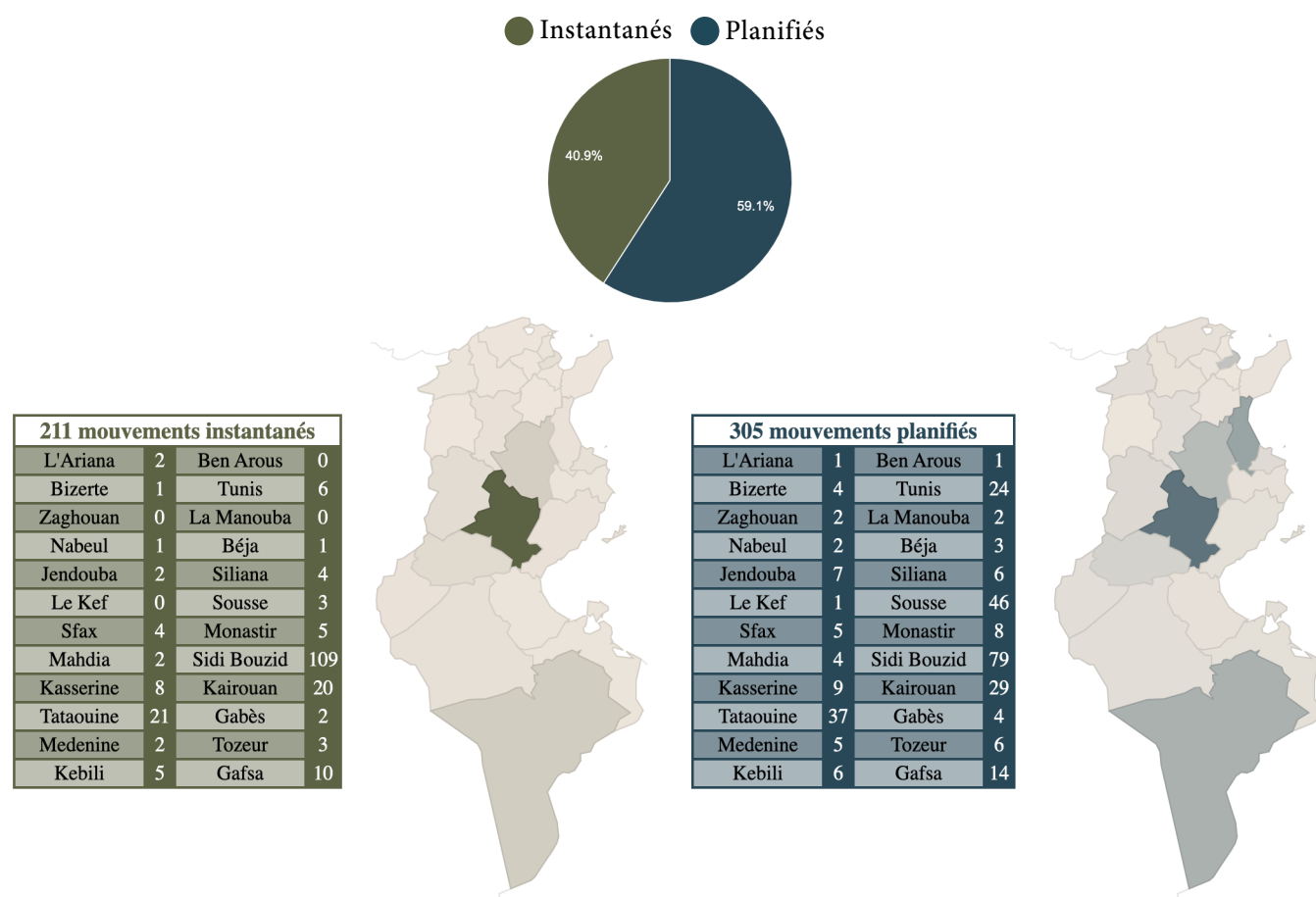
La répartition des protestations par Gouvernorat (Mai 2020)



Comme au mois d'Avril, le gouvernorat de Kairouan régresse du premier rang en termes de nombre de mouvements de protestation observés et le gouvernorat de Sidi Bouzid domine les zones de protestation pour le deuxième mois consécutif avec 188 mouvements de protestation sur un total de 516 mouvements de protestation observés tout au long du mois de Mai 2020, ce qui signifie qu'environ un tiers des manifestations ont été enregistrées à Sidi Bouzid Seul.

La plupart des manifestations relevées dans la région avaient un contexte socio-économique, y compris les protestations des ouvriers du phosphate à Meknessi dont le mouvement a connu une évolution tout au long du mois de Mai à travers le blocage des rails d'un train provenant du Groupe Chimique de Gabès et la réquisition d'un camion de transport de phosphate pour le décharger sur la route principale reliant Sfax et Gafsa et ce, après avoir reçu des informations indiquant l'affectation d'un nombre limité de travailleurs sur un total de plus de 160 travailleurs.

Nature des mouvements de protestation (Mai 2020)



Une centaine d'ouvrières dans une usine de la région ont également protesté contre le fait qu'elles n'ont pas perçu de salaire depuis trois mois en plus de la suspension totale du travail. Ces ouvrières ont revendiqué la reprise du travail.

Le gouvernorat de Sidi-Bouزيد a également vécu sur l'impact d'un mouvement national de ouvriers dans le domaine des transports privés tels que les taxis et les voitures "de louage" et ce, afin d'activer la mise en application des mesures effectives qui les sortiraient du cercle vicieux des pertes en raison de l'arrêt total de leur activité dû à la pandémie de Corona. Le mouvement « 24 Décembre » à Menzel Bouzaïene a annoncé la reprise de ses protestations pour revendiquer l'emploi.

Sidi-Bouزيد a également connu des protestations d'un certain nombre d'agriculteurs cherchant à activer le fonds pandémique en raison des catastrophes subies par leurs activités agricoles en conséquence aux facteurs naturels.

Parmi les manifestations spécifiques qui ont été enregistrées à Sidi-Bouزيد, trois citoyens âgés et détenteurs de carte d'invalidité se sont dirigées vers le siège de l'A.R.P. et de la présidence du gouvernement pour exiger d'être sauvées de la précarité et du besoin.

Les espaces de protestation		Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements	
Bureaux des gouvernorats, Routes, Espaces de travail	★★★★	Habitants, Travailleurs, Docteurs et employés de services médicaux	★★★★
Espaces publics, Hôpitaux, chemins de fer	★★★	Citoyens, Commerçants, Chauffeurs de taxis, Chauffeurs de Louages	★★★
Bureaux des délégations, Services municipales, Média	★★	Agriculteurs, Chauffeurs de taxis collectifs, Diplômés chômeurs, Chômeurs	★★
Institutions judiciaires, Siège social administratif, Institutions éducatives, Réseaux sociaux	★	Activistes, Agents de sécurité, Etudiants	★

Le gouvernorat de Tataouine arrive en deuxième position avec 58 actions de protestation dont la plupart ont été des manifestations ayant une motivation économique et sociale exigeant le développement régional et l'emploi en activant ce qui était stipulé dans l'accord du Kamour ainsi que pour appeler à la fin de la soif, car les habitants de la région de "Tounekt" dans la région ont recouru à la réquisition des voitures de fonction de la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution De l'Eau (SONEDE) jusqu'à l'heure de rupture du jeûne afin de protester contre l'interruption continue de l'eau potable.



Les gouvernorats de Sousse et de Kairouan arrivent en troisième position en enregistrant tous deux 49 mouvements de protestation tout au long de ce mois de Mai, au cours desquels diverses revendications ont été soulevées, la plupart avec un contexte économique et social, comme la protestation des employés dans le secteur du tourisme à Sousse dénonçant le non versement de leurs salaires en Mars et Avril. Mais la soif, aussi bien celle des citoyens que celles des plantations, était le maître des revendications lors des protestations des habitants de Kairouan pendant le mois de mai et les détails étaient comme suit :

- Les manifestations des agriculteurs de Haffouz contre les puits profonds anarchiques qui ont des conséquences directes sur leurs puits de surface.
- Les manifestations des habitants de Douar Aouled Dkhil dans l'Imada de Essarja, délégation de Hajeb El-Ayoun, en raison de l'interruption continue de l'eau potable pendant deux semaines consécutives.
- Les habitants de Ouslatya ont protesté en raison des fréquentes interruptions d'eau potable.
- Les citoyens de la région d'El-Malalsa dans l'Imada de Sidi Ali Ben Salem, délégation de Chbika, ont protesté contre l'interruption de l'eau potable pendant 4 jours sans avis préalable.
- Les habitants d'Al Msaeed ont manifesté à Kairouan-sud en bloquant la route reliant la région de Chbika et Kairouan et en brûlant des roues afin de revendiquer l'eau potable.
- Les habitants de Marg Ellil dans la délégation d'El-Alaa, ont protesté en bloquant la route et en brûlant des roues dans le but d'exiger l'eau potable.
- Les habitants de la région d'Echoueichi de Hajeb El-Ayoun ont protesté en coupant la route agricole de l'Imada afin de contester la soif.
- Les habitants d'El-Hcheychia de l'Imada de Chraytia-Nord, délégation de Bouhajla, ont demandé qu'ils soient connectés au réseau d'eau potable après l'achèvement du projet de connexion et prolongement des canaux depuis l'année dernière, sans leur permettre de faire leurs compteurs individuels, sachant que la liaison concerne 500 personnes dans la région.

- Un jeune d'Ain El-Kedia la délégation de Hafouz a entamé sa marche à pied vers le Palais de Carthage, dénonçant la soif, la pauvreté, le chômage et la marginalisation.
- Des protestations contre l'absence d'eau potable depuis 10 ans ont été relevées dans la délégation d'Omar Bouhajla.
- La protestation des habitants de la région d'Dkhila à Sbikha, réfutant la soif.
- Les habitants du sud de Jehina à Bouhajla, ont manifesté contre la soif.

Toujours à Kairouan, les habitants de Bir Hamad, à Bouhajla, ont exigé le limogeage du maire parce qu'un certain nombre de personnes ayant des besoins spécifiques n'ont bénéficié d'aucune assistance ou aide. Un jeune homme s'est cousu la bouche pour protester contre la non obtention de l'allocation d'aide sociale estimée à 200 dinars. Les ouvriers des carrières de pierre ont protesté parce qu'ils avaient été démobilisés par la Société de Transport du Nord sans recevoir leurs droits financiers.

La crise de la pénurie de la semoule n'a pas pris fin, les habitants de la région d'El Houfia sont entrés dans un mouvement de protestation pour demander la semoule.

Par ailleurs, l'absence d'accès aux services de base dans la région ne s'arrête pas à l'absence d'eau potable et au manque de services de santé de base puisque certaines des manifestations qui ont été relevées appelaient à la fourniture d'éclairage, comme la protestation des habitants d'El- Quouedrya dans la délégation de Chbika et des habitants d'Aouled Bousseta 2 dans la région de Romdhanya de la délégation de Bouhajla.

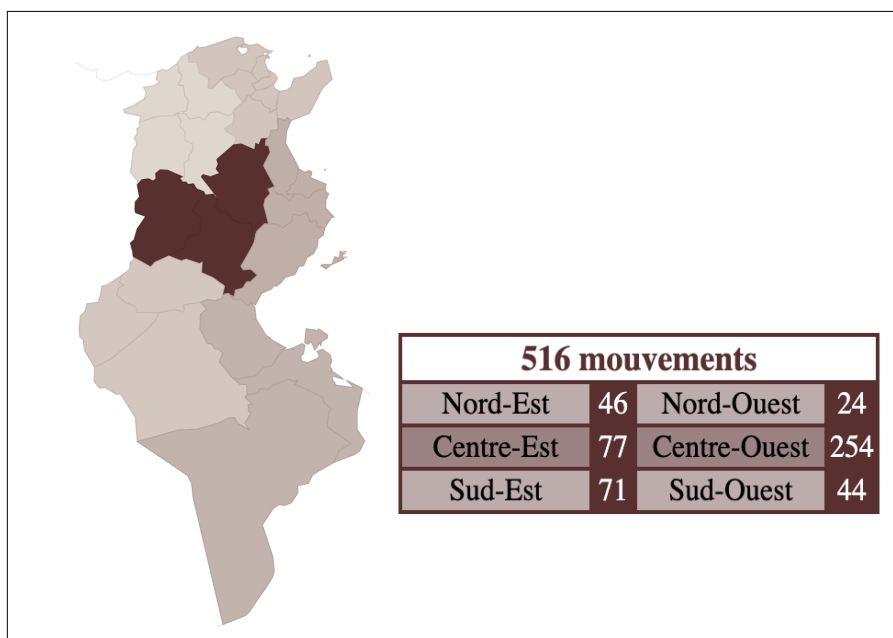
Il est également à noter que l'élan du mouvement social est revenu dans les gouvernorats de Jendouba et de Kasserine car les deux régions étaient sur la première place pour les régions les plus en colère au cours des années 2014 et 2015 pour se rétracter plus tard et durant Mai 2020, elles reviennent avec 9 mouvements de protestation à Jendouba (la plupart sont liés à la crise de la soif, à l'absence d'eau d'irrigation et de mauvaise gestion des surplus de production agricole) et avec 17 actions de protestation dans le gouvernorat de Kasserine. Nous mentionnons les protestations des bénéficiaires du « Mécanisme 16 » pour

obtenir leurs droits financiers, les protestations des employés des cafés, les propriétaires de taxis et de louage ainsi que les protestations des habitants de Khanguet El-Jezia, à Hassi El-Farid (qui abrite 5 mille habitants), dénonçant la soif et annonçant la reprise des protestations de la coordination du mouvement « El Intideb Ha99i » revendiquant l'emploi.

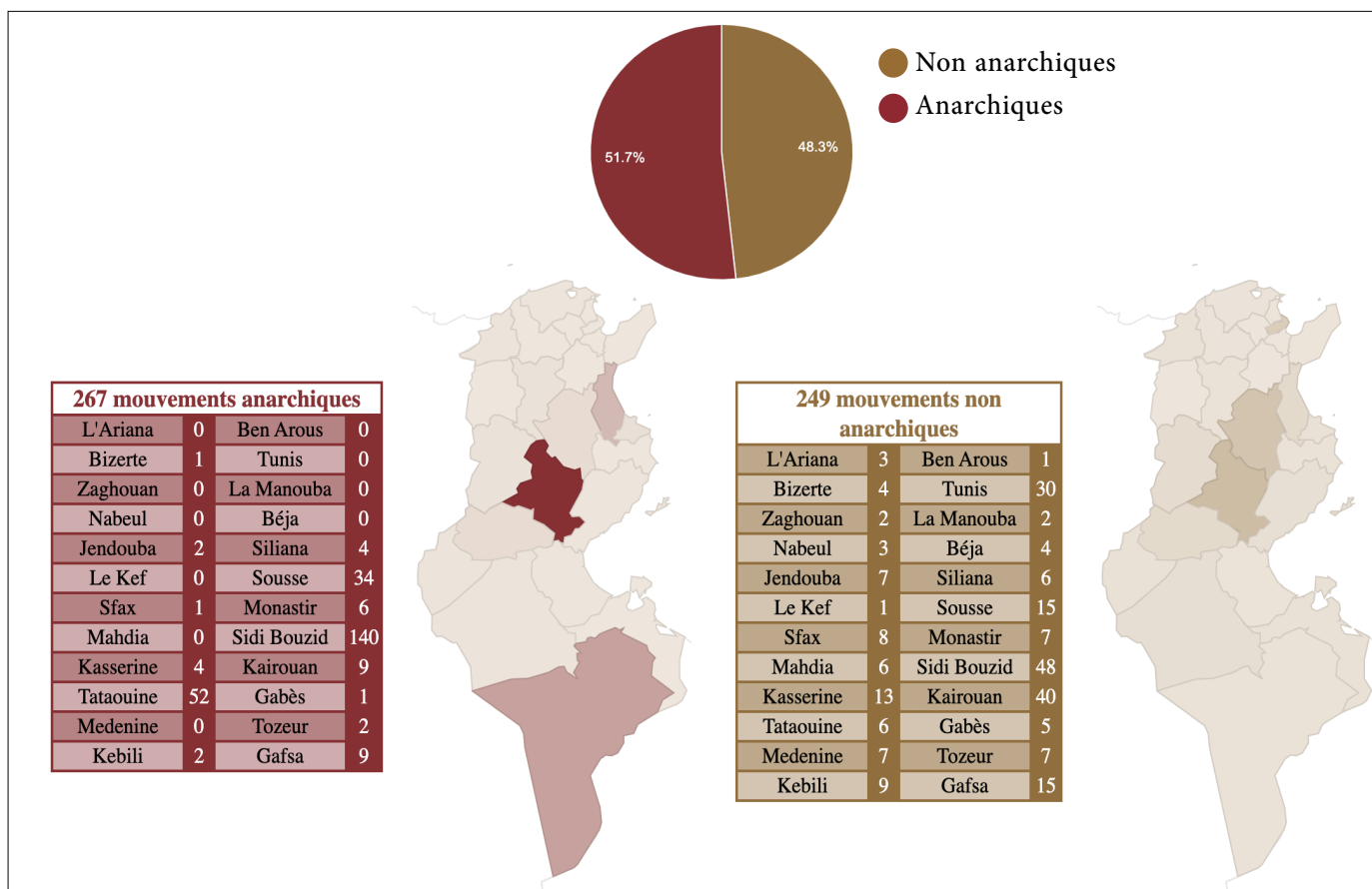
Dans le gouvernorat de Gafsa, qui est classé cinquième en termes de nombre de manifestations sociales observées, la production de phosphate a été immobilisée presque entièrement dans la région minière en raison du retour des manifestations qui demandent le recrutement dans la Compagnie des Phosphates de Gafsa.

La région du Centre-Ouest est en premier des régions qui ont connu le plus de protestations citoyennes avec environ 49% du total des mouvements enregistrés en Mai 2020, suivi par la région du Centre-Est avec 77 mouvements de protestation, par le Sud-Est avec 71 mouvements de protestation, le Nord-Est avec 46 mouvements de protestation, le Sud-Ouest avec 44 mouvements de protestation et le Nord-Ouest avec 24 mouvements de protestation.

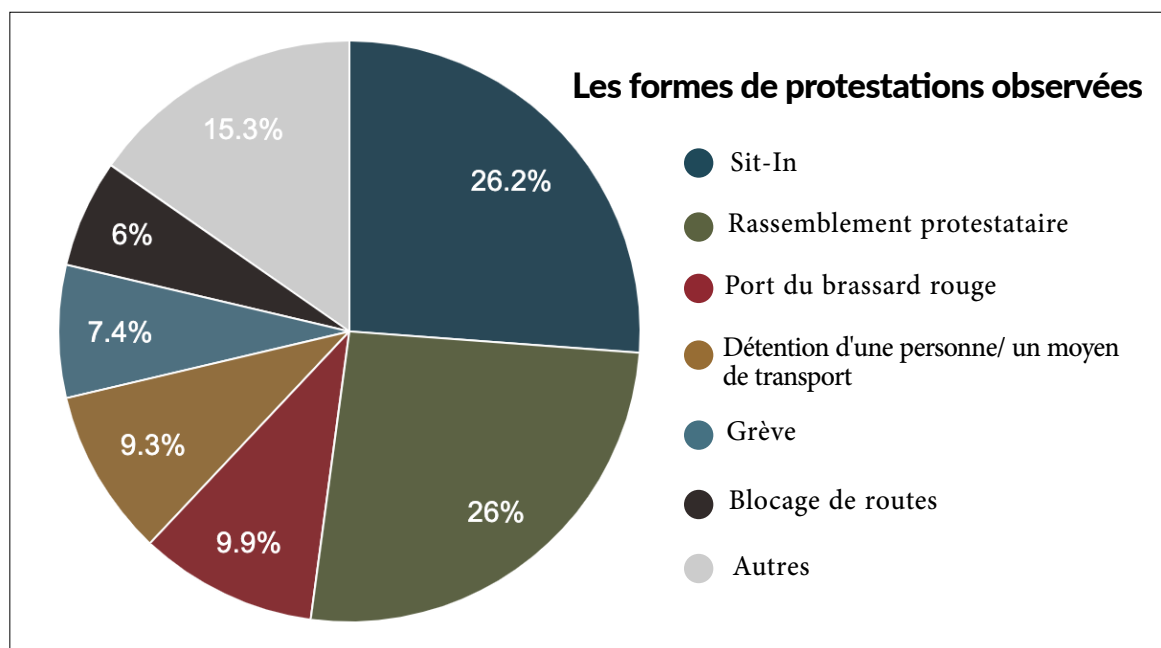
Répartition des mouvements de Protestations par Région



Le nombre de mouvements de protestation à caractère violent a atteint 267 dont 140 enregistrés à Sidi Bouzid seulement, 52 mouvements de protestation violente ont été enregistrés à Tataouine, à Sousse, 34 mouvements de protestation violente ont eu lieu et à Gafsa, 9 mouvements de protestation violente ont été relevés. Ce sont des manifestations qui glissent dans la violence ou contiennent une sorte de violence.



Les rassemblements protestataires et les sit-ins ont constitué les formes de contestation la plus importante avec respectivement 26% de l'ensemble relevé, suivis de diverses formes comme le blocage des routes (6%), la grève (7,4%) et la détention par la force d'une personne ou d'un moyen de transport (9%).

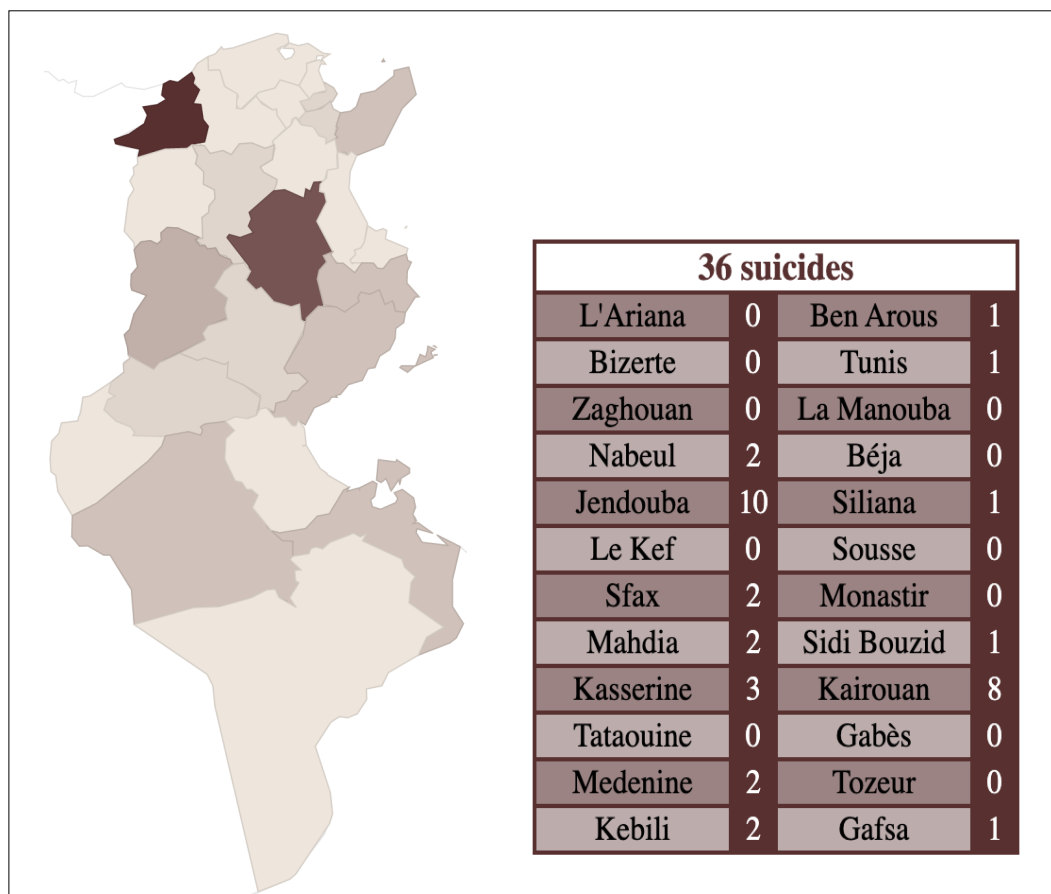


Les mouvements de suicide et de tentative de suicide

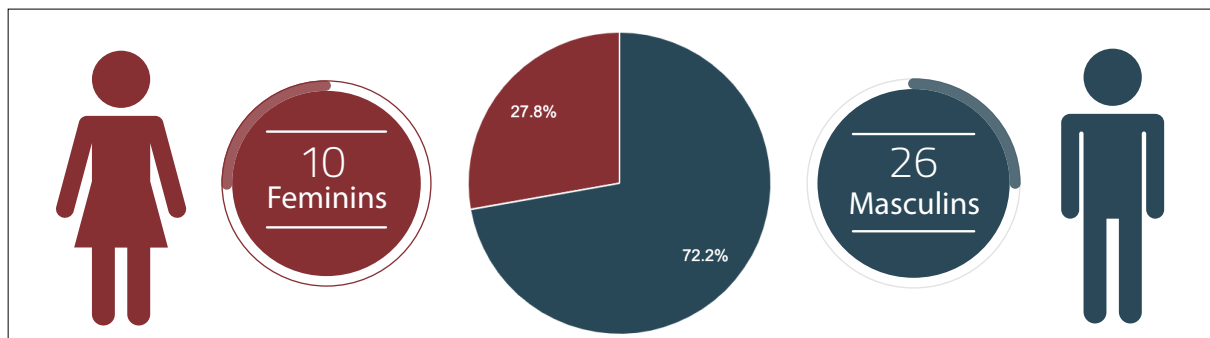
Un bon nombre de tentative et de menace de suicide ont revêtu une forme protestataire dans le but de rejeter la détérioration de la situation économique et sociale, comme les tentatives de suicide de certains employés des cafés.

Le nombre des actes de suicide et de tentative de suicide au cours du mois de Mai 2020 a atteint 36 et le gouvernorat de Jendouba vient en premier avec 10 cas, suivi de Kairouan avec 8 cas puis Kasserine avec 3 cas, et Médenine, Nabeul, Kébili, Mahdia, Médenine et Sfax avec respectivement deux cas pour chaque gouvernorat et enfin un cas dans chacun des gouvernorats de Ben Arous, de Tunis, de Seliana, de Sidi Bouzid et de Gafsa.

Les suicides et tentatives de suicide par gouvernorat

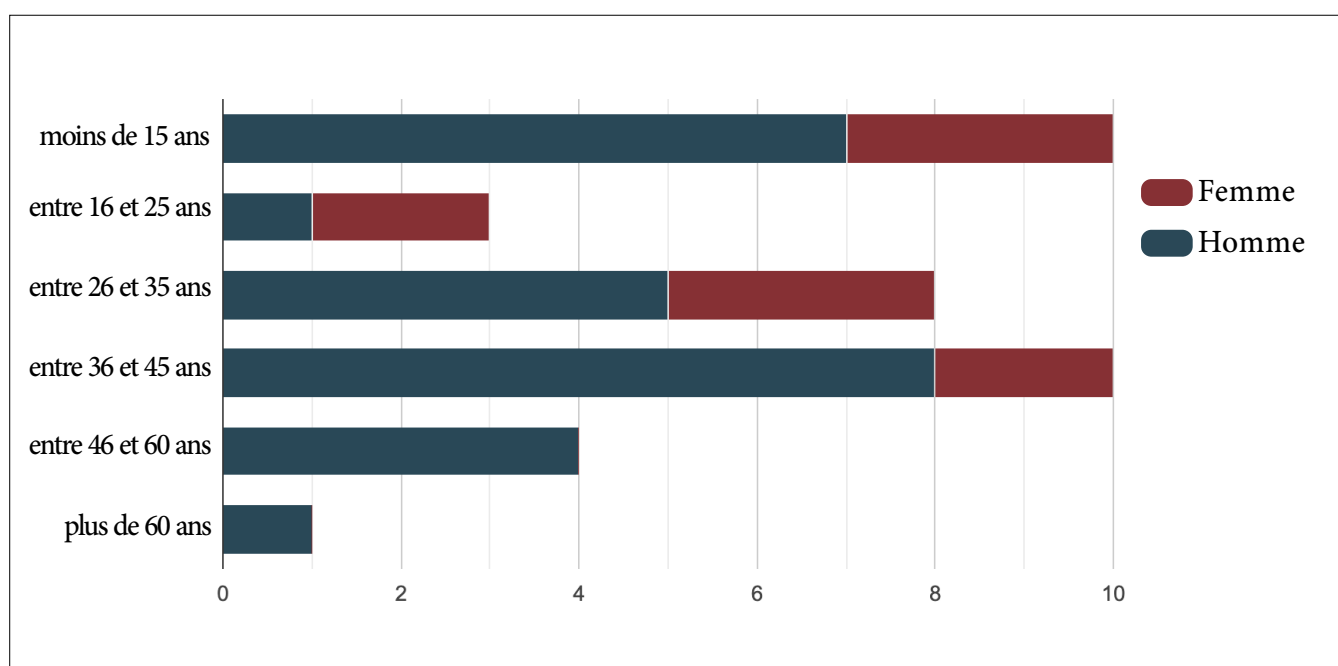


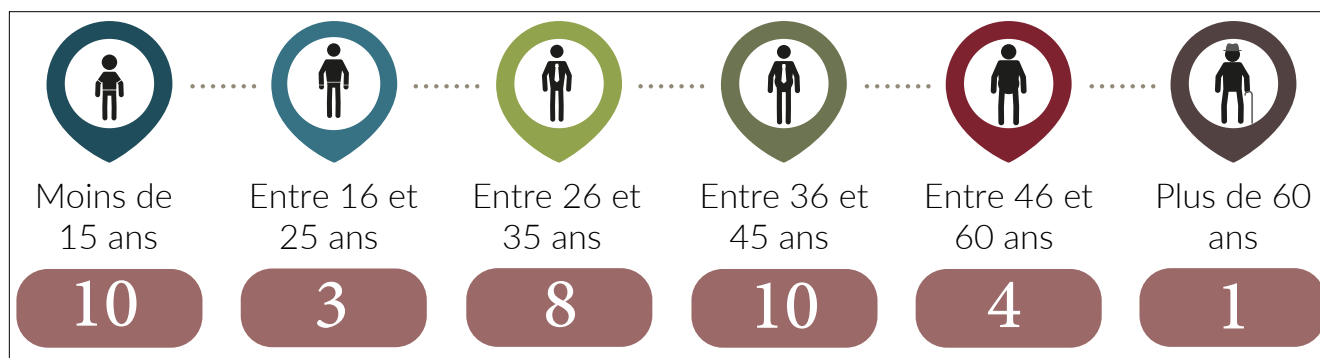
Suicides et tentatives de suicide par genre



Le genre masculin a constitué la majorité des victimes de ces cas avec 72%, du total relevé avec 26 cas contre 10 du genre féminin. Le groupe d'âge 36-45 ans et les enfants de moins de 15 ans ont représenté la tranche d'âge qui a connu le plus de suicide et tentative de suicide avec 28%, suivi du groupe d'âge 26-35 ans avec 22%. Un acte de suicide d'une personne âgée de 77 ans a également été détecté à Sfax.

Suicides et tentatives de suicide par tranche d'âge

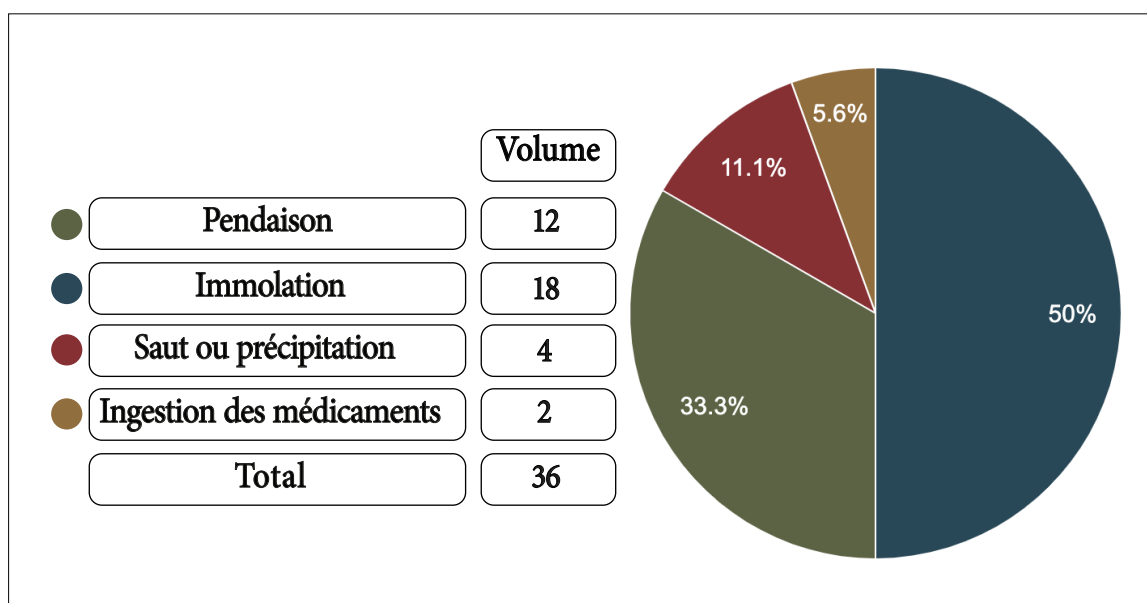




Le suicide et tentative de suicide par pendaison a représenté le moyen le plus récurrent avec 33% ainsi que le suicide par immolation (a été à hauteur de 50%). Cette forme associée au mouvement de protestation, où les citoyens expriment leur colère en menaçant de s'immoler afin de revendiquer la réalisation de leurs demandes de soutien à dépasser cette crise sociale subie et causée par cette pandémie ainsi que la perturbation de leurs activités.

Par ailleurs, le suicide par ingestion de substances toxiques a été relevé dans 5,6% des actes de suicide et tentative de suicide et le saut et précipitation dans 11,1% des cas.

Mode d'action employé (Mai 2020)



Les violences

Le niveau de violence n'a pas diminué durant Mai 2020, malgré notre passage dans le cadre de la crise du virus COVID 19 que le pays traverse depuis mars dernier, du stade du confinement total au stade de confinement ciblé, avec lequel on peut dire que la vie est revenue à son rythme presque normal.

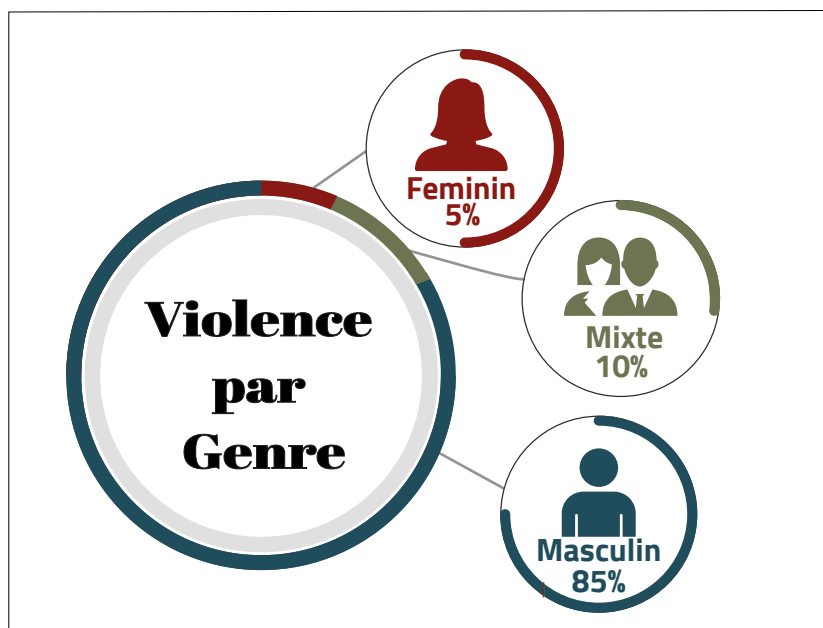
Les résultats des travaux de l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien au Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux concernant les actes de violence viennent traduire dans sa grande partie les répercussions et les effets de la crise économique et sociale sur la population tunisienne, puisque les chiffres confirment la poursuite des violences criminelles, domestiques et sexuelles.

Selon nos statistiques du mois de Mai 2020, la violence sous sa forme criminelle, comme les vols, les braquages et les agressions préméditées, les crimes violents et les meurtres, a représenté plus de 55% du total des incidents de violence observés dans l'échantillon de veille de notre organisme constitué d'un certain nombre de journaux quotidiens et hebdomadaires, de sites Web et de pages de médias sociaux.

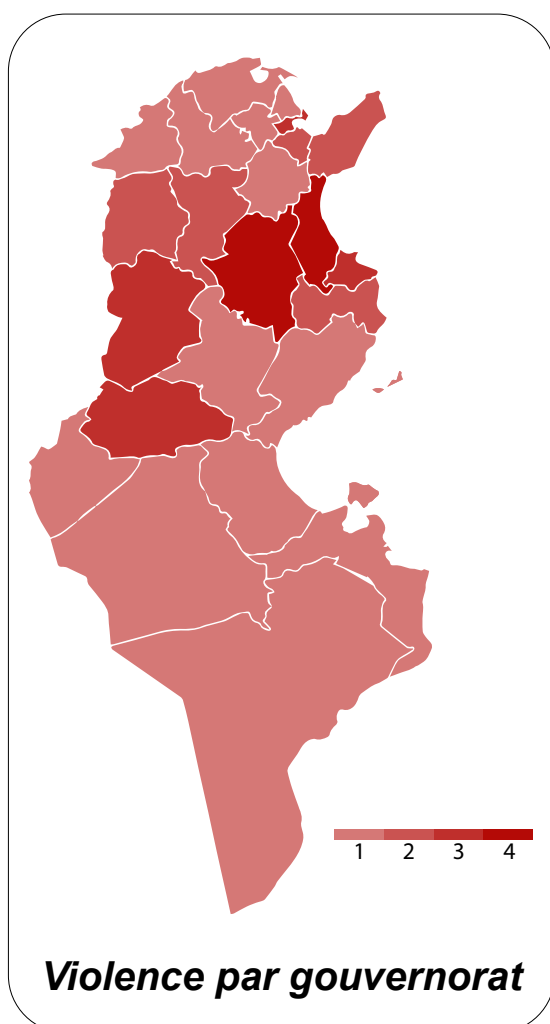
La violence sous sa forme impulsive et qui est une réaction irréfléchie, arrive en deuxième position pour représenter environ 22% de la violence totale observée, viennent ensuite la violence domestique, qui représente environ 20% de la violence observée.

Pareillement aux mois précédents, les violences sexuelles ont symbolisé les formes de violence les plus importantes observées avec 15% des incidents violents enregistrés en Mai 2020.

Par ailleurs, l'espace résidentiel a été celui qui a connu la partie la plus importante des violences observées au cours du mois de Mai 2020, suivi des espaces publics et les routes.

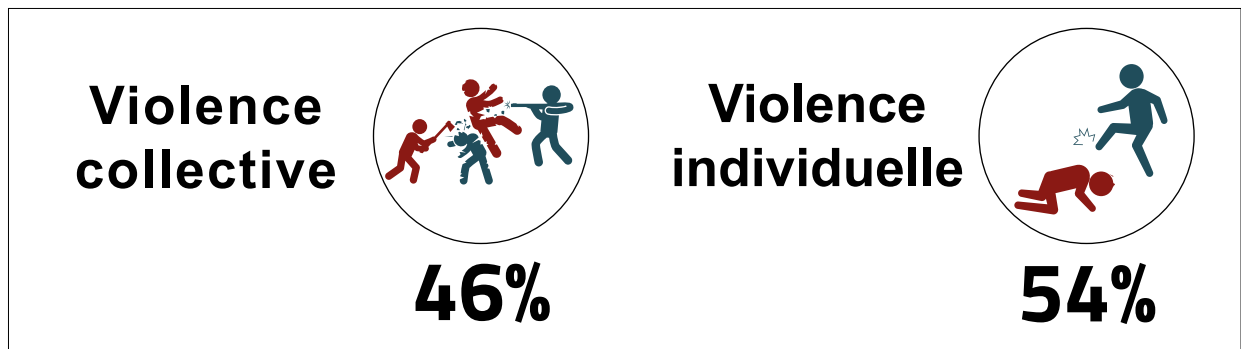


Les cas de violence survenus au mois de Mai 2020 sont répartis à peu près également entre la violence sous sa forme individuelle et la violence sous sa forme collective.



Le gouvernorat de Sousse se classe premier dans les cas de violence observés au cours du seul mois de Mai 2020 avec plus de 15% du nombre total de cas de violence enregistrés, suivi par celui de Kairouan, témoin de près de 14% du nombre total de violences enregistrées, Kasserine et Monastir sont à la troisième place avec 8%, suivis des gouvernorats de Tunis et de Gafsa avec environ 7% puis le gouvernorat de Mahdia et le gouvernorat de Nabeul à hauteur de 6%.

Les cas de violence



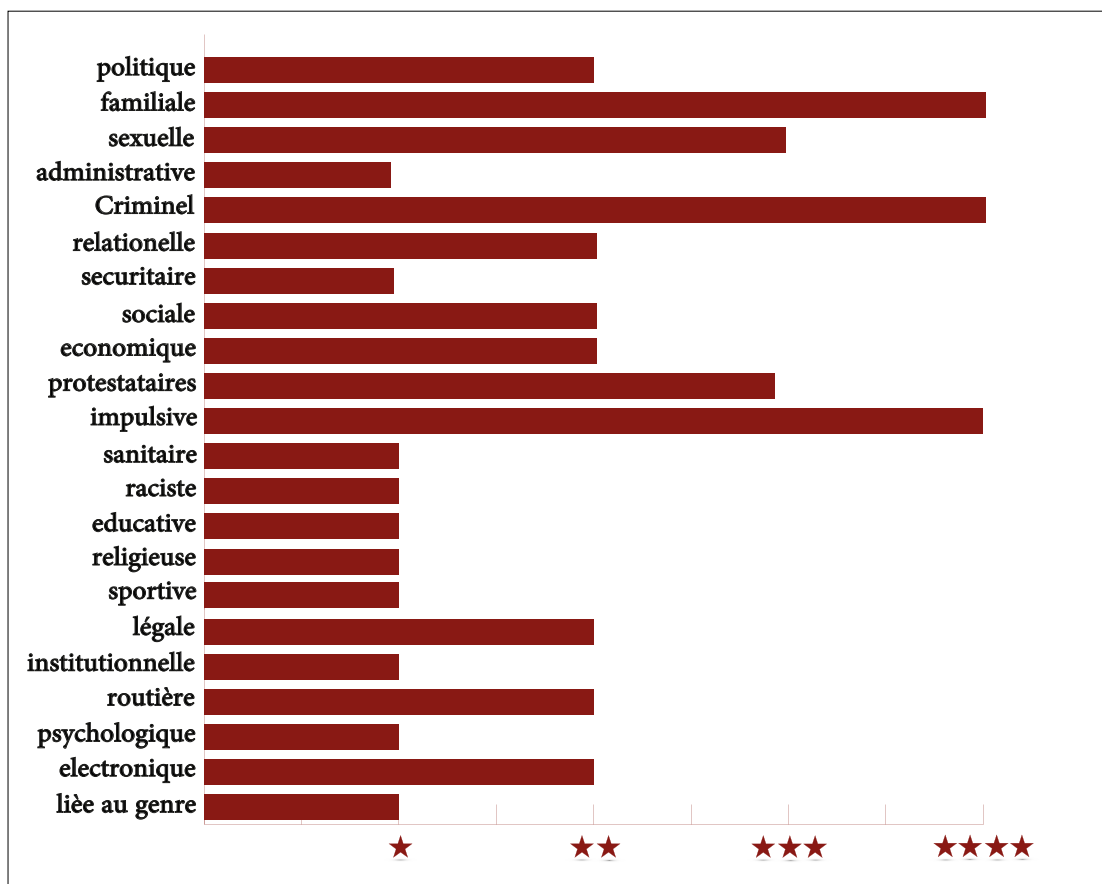
Selon les écrits et les approches publiés par les chercheurs en sociologie aux niveaux national et international, la crise économique et spécifiquement la baisse des niveaux de croissance et de revenu par habitant et une augmentation des taux de chômage et de pauvreté, exposera les groupes les plus vulnérables à ses répercussions (tels que les jeunes sans emploi ou les personnes peu scolarisées ou les groupes les plus vulnérables économiquement et socialement) à une nette baisse de leurs niveaux de revenus.

En ajoutant à cela l'augmentation des pressions économiques, les sociologues s'attendent à voir naître une tendance des individus vers la violence et vers les comportements illégaux et/ou illicites... Même si l'impact de la crise économique sur la criminalité n'est pas immédiat - ce qui signifie que l'ampleur de la criminalité prend du temps jusqu'à ce que les groupes les plus vulnérables au crime répondent aux pressions économiques, ils expliquent qu'une période de confinement total ou ciblé fait naître une augmentation du niveau de violence familiale, de violence criminelle et de violence relationnelle...

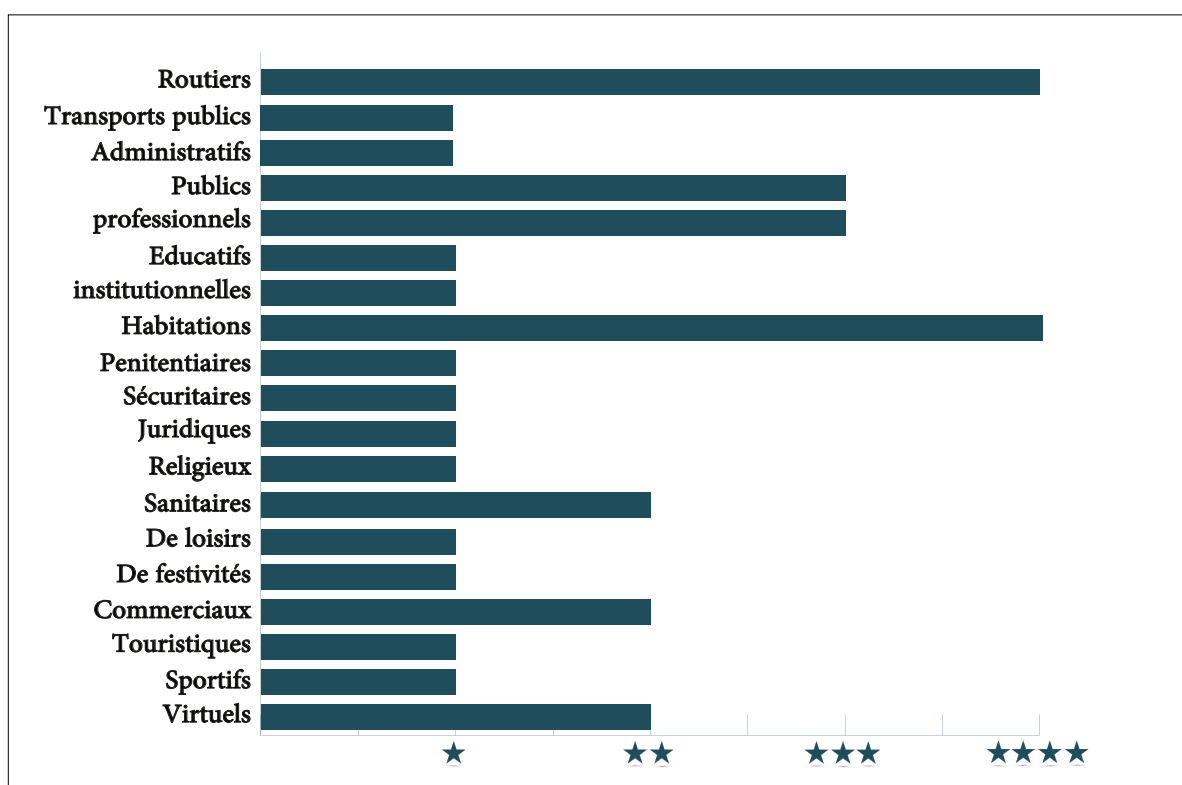
Cette réalité devrait se poursuivre au-delà de la période de quarantaine et est principalement liée à l'ampleur de la crise économique persistante et aux effets qu'elle aura sur divers groupes sociaux.

Proportionnellement à l'aggravation de la crise socio-économique, la sociologie émet l'hypothèse que le niveau de criminalité augmentera et, par conséquent, en théorie, on prévoit que la période à venir enregistrera une augmentation des taux de criminalité avec diverses formes de violence criminelle, familiale et impulsive et de violence sexuelle.

Formes de violence



Intensité des violences par espace





Conclusion

En conclusion, la situation sociale ne semble pas rassurante pour les semaines et les mois à venir, elle est liée à l'ampleur de l'évolution de la crise économique et sociale dans le pays et à l'efficacité de la stratégie de relance et de réforme du gouvernement pour surmonter cette crise.

La situation sociale reste ouverte à de nouveaux développements avec la fin du confinement ciblé et l'ampleur des pertes dans l'ensemble des secteurs économiques en raison de la suspension totale durant un mois et demi de la vie économique et de la vie sociale face à la pandémie de Corona.

Nouvelle méthodologie de calcul scientifique :

À partir du mois de Mars, l'Observatoire Social Tunisien du Forum tunisien des droits économiques a adopté une nouvelle méthodologie de calcul scientifique dont voici les bases :

Définitions :

Mouvements instantanés: caractérisés par la surprise et la vitesse de mouvement résultant de la colère de la foule et de la gronde qu'elle génère mais sont limités dans le temps et l'espace. Ce type de mouvement cherche à mobiliser l'attention et la mobilisation sociale et se caractérise par leur nature pacifique, Cependant, ces mouvements varient dans les paramètres de développement de la protestation, y compris le recours à la violence.

Mouvements planifiés : mouvements qui étaient essentiellement instantanés mais qui ont évolué et développé des mécanismes d'action dans le temps et l'espace et ont pu acquérir la capacité d'organisation et de préparation d'une et chercher à développer des contre-mobilisation mais restent essentiellement pacifiques.

Ils se distinguent par leurs moyens organisationnels et leur capacité à assurer son action continue et la mobilisation pour les mêmes raisons.

Mouvements anarchiques (violents) : ce sont des mouvements qui font de la contre-violence l'un de leurs mécanismes d'action et sont souvent des réactions directes employant tous les moyens pour la confrontation et l'atteinte de leurs objectifs mais ils manquent souvent d'éléments d'organisation, de programme et de moyens clairs.

La méthodologie de Calcul :

L'unicité d'un mouvement est définie par un mode d'action, un lieu et une journée.

Une protestation se déroulant dans plusieurs lieux sera comptabilisée comme étants plusieurs mouvements.

Un mouvement ayant lieu sur plusieurs jours sera comptabilisé chaque jour.

Une protestation utilisant différentes modes d'action sera comptabilisée une fois pour chaque action.